



Décentralisation et foresterie communale.

Par Baudelaire KEMAJOU
Directeur du CTFC





Plan de l'exposé



- I. Introduction**
- II. La gestion décentralisée des ressources naturelles de 1994 à nos jours**
- III. Peut on parler d'impact de la gestion décentralisée des RN sur la réduction de la pauvreté?**
- IV. État – commune, comment assurer une meilleure gouvernance?**
- V. Conclusion**





Introduction

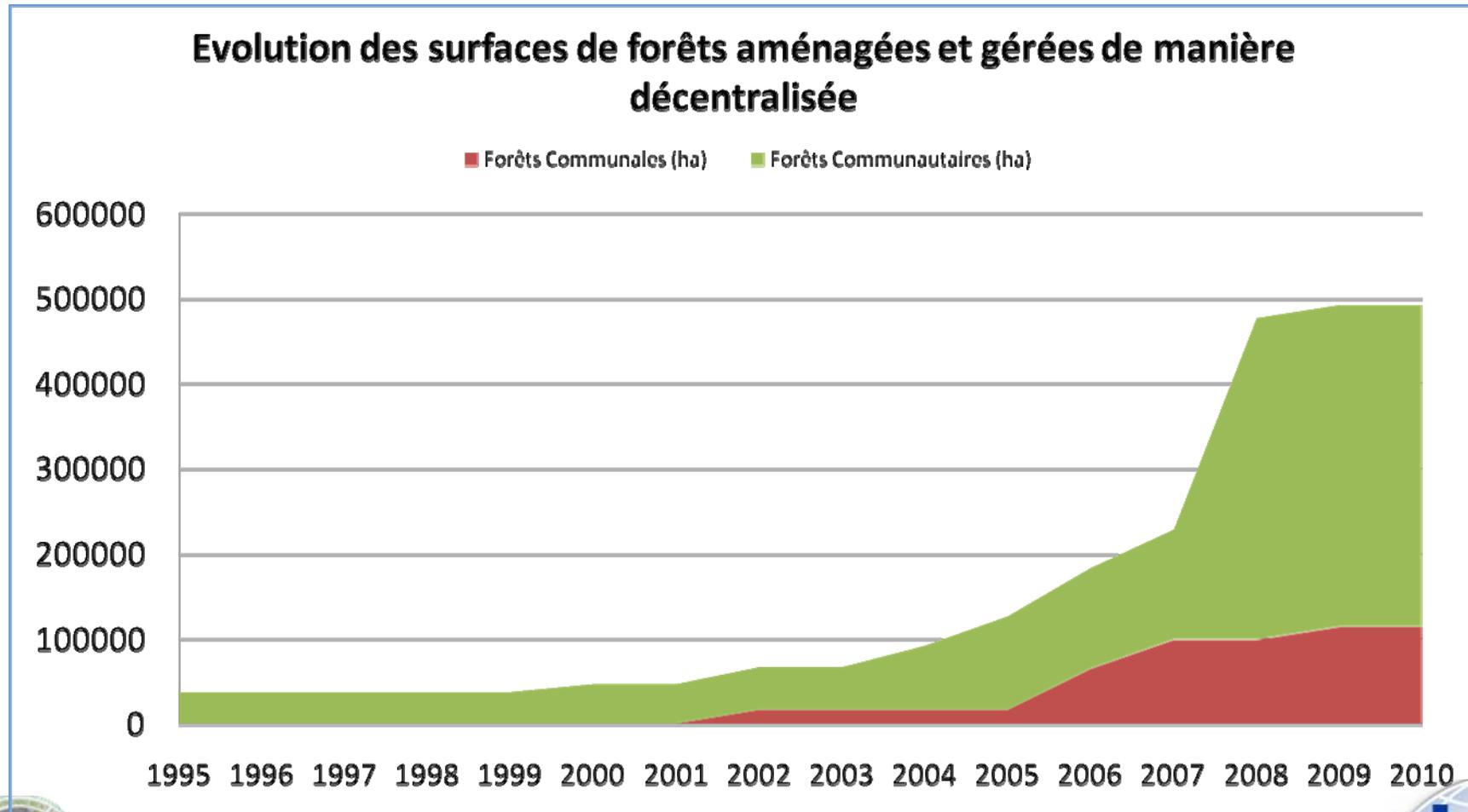


- Avant 1994
- Les objectifs de la loi de 1994
 - Les options
 - **Forêts communales**
 - Forêts communautaires
 - Zones d'intérêt cynégétique à gestion communautaire
- La politique de décentralisation du gouvernement
- Les compétences transférées aux communes





La gestion décentralisée des ressources naturelles de 1994 à nos jours (1/5)



Source: GEOBIEP/ MINFOP,
2010





La gestion décentralisée des ressources naturelles de 1994 à nos jours (2/5)

Forêt communale		Volet gestion de la forêt et recherche	Volet faune	Volet socio-économique	Toutes les prescriptions
Moloundou	C	29%	0%	15%	19%
	CP	0%	50%	23%	16%
	NC	71%	50%	62%	65%
Yokadouma	C	33%	0%	12%	18%
	CP	11%	25%	25%	18%
	NC	56%	75%	63%	54%
Garigombo	C	33%	25%	37%	34%
	CP	22%	0%	44%	31%
	NC	44%	75%	19%	34%
Dimako	C	50%	0%	66%	46%
	CP	10%	40%	34%	25%
	NC	40%	60%	0%	29%

C: conforme ; CP: conformité partielle ; NC : non conforme

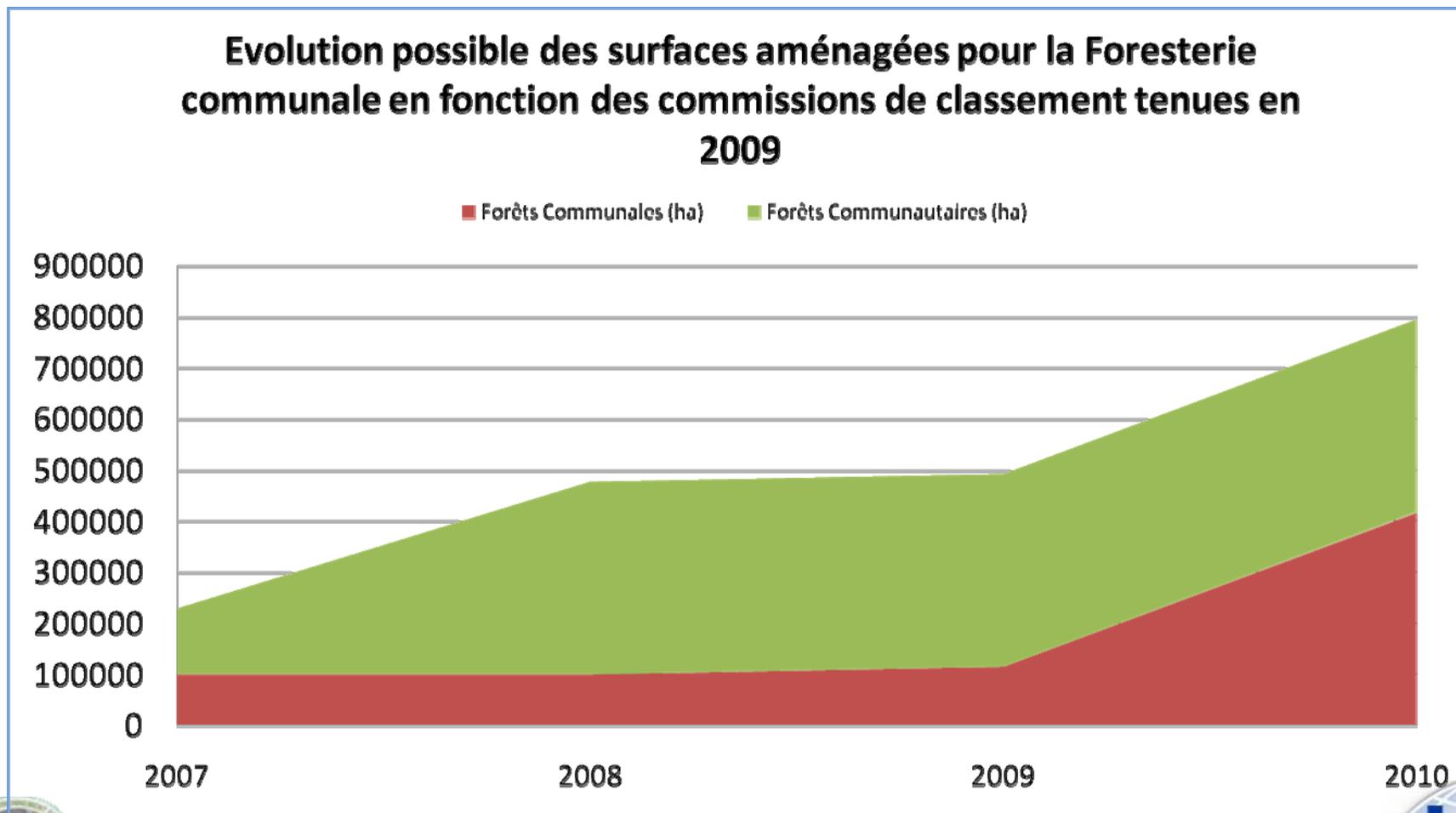


Source: MINFOP, 2010





La gestion décentralisée des ressources naturelles de 1994 à nos jours (3/5)





La gestion décentralisée des ressources naturelles de 1994 à nos jours (4/5)

Blocages rencontrés	Solutions proposées
Coûts du classement	Exonérer les communes de frais surévalués
Les délais de traitement des dossiers <ul style="list-style-type: none">•Dépend des individus•Volonté politique?	Lobbying fort pour une décentralisation effective de la gestion des ressources naturelles
Les oppositions politiques <ul style="list-style-type: none">•Blocage des dossiers•Non respect des procédures et des temps prévus pour réclamer	Respecter les procédures au sens strict (temps de réclamation,...) S'assurer qualité du classement (données nécessaires: ESE)
La sécurisation foncière des forêts communales (idem pour les forêts du domaine forestier permanent)	Élaborer un arrêté conjoint MINFOF MINDAF + revoir les coûts : classement/démarcation/bornage/Enregistrement
PA: Finance et MOE	<ul style="list-style-type: none">•Convention provisoire•Projet IADM – FEICOM – etc.•AAC vers blocs quinquennaux
Les capacités pour MOE et contrôle PA	Communes - CTFC – MINFOF (PSFE)





La gestion décentralisée des ressources naturelles de 1994 à nos jours (5/5)



Quelques perspectives de la gestion décentralisée des RN
1 392 384 ha (Beligne, 2008) hors nouvelles plantations:

- Forêt naturelle
 - Création de FC (attention aux conflits avec la foresterie communautaire)
 - Transfert (réserves, etc.)
- Reboisement
 - Plantation des communes
 - Plantations des ministères et encrage
 - MINFOF
 - MINEP
 - autres





Peut on parler d'impact de la gestion décentralisée des RN sur la réduction de la pauvreté? (1/3)



Pour les forêts communales:

- Gestion des revenus issus de l'exploitation des RN dans les FC
- De la transformation des RN
- Les PFNL... à venir?

Accordons nous à parler de la gestion communale

- Ne pas regarder une seule ressource financière !!!
- Budget et taux de réalisation
- Fluctuation des entrées
- Faibles capacités des communes
- Peu d'outils pour la gestion disponibles





Peut on parler d'impact de la gestion décentralisée des RN sur la réduction de la pauvreté? (2/3)

Communes	Moloundou	Yokadouma	Gari Gombo	Dimako
Superficie de la forêt communale (ha)	42 612	22 206	34 199	16 240
Nombre AAC exploités à ce jour	3	3	3	5
Production grumes (m3) par année (MINFOF, 2010)	2006: 10 813 2007: 10 880 2008: 13 165 2009: non expl.	2007: 13 523 2008: 10 407 2009: 17 228	2007: 15 700 2008: 10 722 2009: 11 656	2004: 9 551 2005: 18 606 2006: non expl. 2007: 12 301 2008: 11 423 2009: en cours
Revenu net de l'exploitation de la forêt communale (FCFA) par année (MINFOF, 2010)	2006: 30 500 000 2007: 102 813 677	-	2007: 103 000 000 2008 : 65 457 000 2009 : 68 392 003	2004: 71 209 875 2008: 158 353 000



Peut on parler d'impact de la gestion décentralisée des RN sur la réduction de la pauvreté? (3/3)



- **Direct**: création d'emploi local (augmente si transformation locale: Dimako et Messondo)
- **Indirect**: augmentation du budget communal
 - Réalisation dans certaines communes (eau, transport, etc.)
 - Plan de campagne
 - Parfois prévues par PDC
 - Clés de répartition (investissement, parfois % pour populations riveraines, etc.)
- **Faible réinvestissement pour la gestion des forêts et des ressources naturelles !!!**
- **Procédures de versement des exploitants aux communes peu transparentes (cas de Yokadouma)**





État – commune, comment assurer une meilleure gouvernance?



Quelques pistes de réflexion...

- PDC
- Communication (Stratégies)
- Rôle des acteurs / Renforcement des capacités
 - MINATD (préfets et sous-préfets) / audit indépendant?
 - MINFOF (contrôle MEO PA, vérification de personnel qualifié dans les communes pour GRN (art 38 décret 1995))
 - MINEP (EIE)
 - Élus / Conseillers (vote et validation du Budget / comptes)
 - Exécutif (pas de cumul, citoyen communal à temps complet,...)
 - Populations (CPF)
- Administration (Contrats avec les exploitants, CFC,...)
- ACFCAM/CTFC





Conclusion



- Loi de 1994
 - Les premiers pas
 - Quelques adaptations nécessaires
- Impacts
 - Difficilement identifiables / répondant à une certaine réalité
 - Décentralisation en cours / moyens et compétences
 - Besoin d'outils et de capacités
- Améliorer la gouvernance
 - Une obligation (cfr également la présentation du DT)

